

## **KHATRY EDDOUH, CHEF DE LA DÉLÉGATION DES NÉGOCIATEURS**

### **SAHAROIS : «Notre démarche répond parfaitement au cadre défini par l'ONU»**

Le chef de la délégation des négociateurs sahraouis a annoncé, hier, la pleine disponibilité du Front Polisario à poursuivre le processus de négociations avec le Maroc sous l'auspice de l'Organisation des Nations Unies.

Khatry Eddouh, qui préside également le Parlement de la RASD, a appelé la communauté internationale à une prise de conscience urgente afin de lever le statu quo qui pèse sur le dossier du Sahara Occidental.

Le Front Polisario s'engage à poursuivre le processus de négociations avec le Maroc dans le cadre des modalités qui seront prochainement définies par l'Organisation des Nations Unies. Khatry Eddouh, chef de la délégation des négociateurs sahraouis et président de l'Assemblée de la République arabe sahraouie démocratique, a réitéré, hier, cet engagement.

«Nous avons tenu, depuis 2007, quatre rounds de négociations officiels et 9 autres informels. Ce processus, qui s'est déroulé sous les auspices de l'ONU, a pris fin au terme de la visite de Christopher Ross dans la région et la présentation d'un rapport devant le Conseil de sécurité. L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU estime qu'il est nécessaire d'aller vers un nouveau cadre de négociation.

Cette nouvelle approche n'a pas encore été définie, nous savons juste qu'il donnera la priorité à des négociations directes avec une implication effective de pays influents. Nous sommes pour la poursuite de ce processus mais il est important de rappeler qu'aucune solution juste et définitive de ce conflit ne saurait se réaliser en dehors de la volonté du peuple sahraoui», a indiqué Khatry Eddouh au cours d'une conférence animée au siège du Centre d'information sahraoui à Alger.

Selon lui, les actions politiques et diplomatiques menées par le Front Polisario depuis le début du conflit «répondent parfaitement au cadre défini par l'ONU». «Toutes nos propositions de sorties de crise sont en adéquation avec les résolutions pertinentes des Nations Unies», a-t-il également assuré en rappelant, notamment, la proposition de règlement du conflit proposée par la RASD.

#### **Les réalités de Ross**

Evoquant la teneur du rapport présenté par Christopher Ross, le 28 novembre, devant le Conseil de sécurité, le négociateur en chef a dit avoir relevé une série de points qui conforte la position politique du Front Polisario. «Nous étudions actuellement le rapport de l'ambassadeur Ross. Mais dès la première lecture, nous avons constaté qu'il évoque clairement la répression qui sévit dans les territoires occupés par le Maroc. L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU fait état des manifestations qui ont eu lieu avant, pendant et après sa visite, manifestations que les forces d'occupation marocaines ont gérées par la violence.

Il évoque également les slogans scandés par les populations sahraouies qui faisaient clairement référence à l'autodétermination et à l'indépendance du Sahara Occidental. La question de la révision du statut et des prérogatives de la Minurso (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental). C'est encore une de nos principales revendication pour assurer la protection des Sahraouis qui vivent dans les territoires sous occupation du Maroc.»

#### **Il faut aider le Maroc**

Le président de l'Assemblée sahraouie a estimé que la communauté internationale peut encore jouer un rôle important dans le règlement du conflit du Sahara Occidental. «Il faut qu'il y ait une prise de conscience sérieuse et urgente de la part de la communauté internationale. L'engagement de certains pays, notamment la France et l'Espagne, s'avérera crucial à l'avenir.» Khatry Eddouh a également lancé un appel aux «Etats influents» afin qu'ils aident le Maroc à «changer de stratégie».

«Voilà quatre décennies que le Maroc n'a connu aucun développement socioéconomique à cause de l'effort de guerre. Le conflit du Sahara Occidental pèse sur l'économie, la société et l'ensemble de la classe politique. Il est temps que le Maroc change de stratégie. Certains pays influents doivent l'aider à changer.»

**Tarek Hafid**

*Selon le directeur de l'audiovisuel au ministère de la Communication, Badreddine Mili, les pouvoirs publics «ont peur de reproduire les expériences de certains pays du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Ouest où l'ouverture du secteur avait débouché sur toutes sortes de dérives, le communautarisme notamment». En voici les menaces que l'Etat veut bien éliminer en amont.*

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Concentration aboutissant à un trust (trusting) d'abord, et capitaux étrangers ensuite ! «Autoriser ou non les journaux à posséder des chaînes de télévision ? S'ouvrir totalement, partiellement ou pas du tout sur les capitaux étrangers voulant investir dans l'audiovisuel ?», s'est interrogé M. Mili. Deux questions qui taraudent les pouvoirs publics, lesquels se demandent également s'ils doivent «limiter ou non le nombre de chaînes» qui vont être agréées. Dans l'entretien accordé aux confrères de la Chaîne III de la Radio algérienne, M. Mili a ainsi énuméré

les grands axes du projet de loi sur l'audiovisuel en gestation. La régulation en constitue l'axe central. «Nous ne devons rien laisser au hasard et toutes les situations auxquelles nous pourrions y faire face doivent être tranchées dès maintenant. Il ne faut pas que la loi ouvre le champ aux interprétations qui vont produire des dépassements ou des effets contraires, à ce que nous aurions escompté», a-t-il souligné. D'après M. Mili, «la loi sur l'audiovisuel va déterminer clairement les droits et obligations des différents intervenants sur le terrain, privés et publics, avant même que la future instance de régulation, qui sera prévue par la loi, n'élabore les cahiers des charges qui définiront à la fois la nature et peut-être même le nombre de chaînes qui vont être autorisées à être mises en service». La loi, a-t-il ajouté, «va se prononcer sur le type de capital à constituer, la source de l'argent qui servira à l'investissement, les joint-ventures qui pourront, éventuellement, associer capitaux nationaux et étrangers ou publics et privés».

De cette façon, a-t-il poursuivi, «le terrain sera absolument clair car le dispositif

qui doit être mis en place réduira à sa plus simple expression toute interprétation quant au bien-fondé de la loi». Vient après la régulation qui sera confiée à une instance indépendante : «Elle opérera des contrôles a posteriori sur les activités des chaînes privées et publiques, et ce, sur la saisine des parties prenantes ou sous forme d'autosaisine». Dans quels cas de figure, l'instance de régulation va-t-elle s'autosaisir ? Et à M. Mili de répondre : «Il n'y a pas de modèle idéal ou une régulation réussie à 100 %. Il n'y a pas réellement de chaînes de télévision indépendantes dans le monde. En Europe, à titre d'exemple,

il n'y pas de secteur audiovisuel intrinsèquement indépendant et toutes les chaînes sont sous l'emprise de l'UE qui dicte des directives qui doivent être respectées à la lettre.» Et le secteur public de l'audiovisuel dans tout ça ? «Il connaît un déficit en management et dispose de ressources humaines faibles et d'assez faibles subventions. Sa survie n'est possible qu'à travers une restructuration globale.»

**L. H.**

## **EN DÉPIT DE LA FAIBLE PRÉVALENCE DU SIDA Le ministère de la Santé prône la vigilance**

*Selon Smaïl Mesbah, directeur de la prévention au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, dans le cadre de la lutte contre le sida, il s'agit de développer les points de dépistage et d'améliorer la couverture en termes de prise en charge. Il rappellera aussi l'objectif d'arriver à zéro cas de sida de nouveaux-nés de mères séropositives.*

**F-Zohra B. Alger (Le Soir)** - Ce sont des défis qu'il est urgent de relever, a indiqué le directeur de la prévention, notamment pour ce qui est des hommes, des femmes et des personnes qui consomment de la drogue notamment. Il évoquera aussi l'amélioration des systèmes de prévention et de sensibilisation, notamment en direction des populations à risque. Hier, les différents partenaires se sont rencontrés pour faire le point sur la situation de la lutte contre le sida, à

l'initiative du ministère de la Santé. Il s'agit des différents départements ministériels concernés, du mouvement associatif, des représentants d'Onusida et de la presse. «Nous avons à renforcer la lutte contre le sida et atteindre les objectifs de 2015. Il est ainsi question d'arriver à zéro nouvelle infection, zéro décès et zéro discrimination», a déclaré le professeur Mesbah qui évoquera, par ailleurs, la mise en place d'un décret exécutif pour l'installation d'un comité national de lutte et de prévention contre le sida en vue de coordonner les actions. Il s'agit aussi, selon ce responsable, de doter l'Algérie d'un plan national stratégique 2012-2015.

La priorité sera aussi donnée, explique le professeur Mesbah, à un dépistage plus large et à une prise en charge plus importante, l'objectif étant d'arriver à zéro cas de sida de nouveaux-nés de mères séropositives. Pour cette année, l'Algérie a choisi le thème de «objectif zéro» pour commémorer la

Journée mondiale de lutte contre le sida. Est ainsi rappelée, la politique sur le VIH/sida adoptée lors de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies sur le sida, tenue au mois de juin 2011, à New York. Ainsi, et selon les spécialistes présents, le but général de la Journée mondiale de lutte contre le sida 2012, inscrite sous le slogan «Pour une génération sans sida», vise à refléter les objectifs prioritaires du plan national stratégique de lutte contre les IST/VIH/SIDA.

En Algérie, le rapport du laboratoire national de référence du VIH/sida de l'Institut Pasteur d'Algérie fait état d'un total cumulatif de 1985 au 30 septembre 2012 de 1 345 cas de sida et 5 958 personnes séropositives. Les responsables du ministère de la Santé rappellent qu'«en dépit de la faible prévalence dans la population générale, l'épidémie du sida impose plus que jamais la vigilance des services concernés».

**F.- Z.B.**

## **DÉCÈS DU DIRECTEUR DU BUREAU RÉGIONAL D'EL KHABAR À CONSTANTINE CHAÂBANE ZERROUK**

### **Un autre journaliste qui s'en va sur la pointe des pieds**

*Tel un couperet, la nouvelle du décès du directeur du bureau régional du quotidien El Khabar à Constantine, Chaâbane Zerrouk, a plongé hier, dans le deuil, la grande famille des médias de la région Est du pays.*

Chaâbane qui ne présentait aucun signe de fatigue apparent en dépit de ses 59 ans, s'en est pourtant allé sur la pointe des pieds oserions-nous dire, tellement l'homme incarnait discrétion et disponibilité. Sa bonhomie inégalée l'aura accompagné jusqu'à son dernier souffle, sans que nul ne sache que le défunt était rongé par des ennuis cardiaques. Encore là, présent il y a moins d'une semaine dans ses loges de la rue Abane-Ramdane, où il veillait quotidiennement à l'élaboration des pages régionales du quotidien *El Khabar* depuis 2003, Chaâbane s'était confié à des proches, qu'il envisageait de prendre sa retraite du monde



**Chaâbane Zerrouk.**

journalistique pour se consacrer à d'autres occupations moins contraignantes.

L'on s'imagine que le défunt pensait surtout à l'animation et à la réalisation d'émissions culturelles télévisuelles tant il excellait dans le domaine, de par ses larges contributions, notamment dans des documents, consacrés au quatrième art qu'il affectionnait tant. Licencié en physique, cet ancien enseignant du Lycée El-Houria était depuis 1968, un fervent activiste du théâtre constantinois. Ce qui lui vaudra une haute estime des artistes et créateurs des quatre coins du pays. Ayant rejoint l'APS en 1987, Chaâbane deviendra dix ans plus tard, directeur général du quotidien régional *Ennasr* avant de rejoindre *El Khabar* en 2003, après avoir collaboré dans différents journaux et surtout à la télévision. Il s'est éteint hier, après trois jours seulement d'hospitalisation, suite à un malaise cardiaque, laissant derrière lui deux filles, une veuve et une corporation reconnaissante qui le pleure.

**K. G.**